

Annonce d'une enquête sur le processus de rétablissement des permis de conduire au ministère des Transports, événements de sensibilisation, et autres.

[View this email in your browser](#)



Twitter



Facebook



LinkedIn

L'Ombudsman prévoit publier son rapport annuel 2016-2017 d'ici la fin de juin.

L'Ombudsman enquêtera sur les avis de suspension et de rétablissement des permis de conduire

Le 24 mai, 2017, Ombudsman Paul Dubé [a annoncé une enquête sur la manière dont la province avise les conducteurs des suspensions et des rétablissements de permis](#), quand leur permis a été suspendu en raison d'amendes impayées. L'ouverture de cette enquête fait suite à plusieurs plaintes de conducteurs – dont certains n'avaient pas la moindre idée que leur permis était devenu non valide.

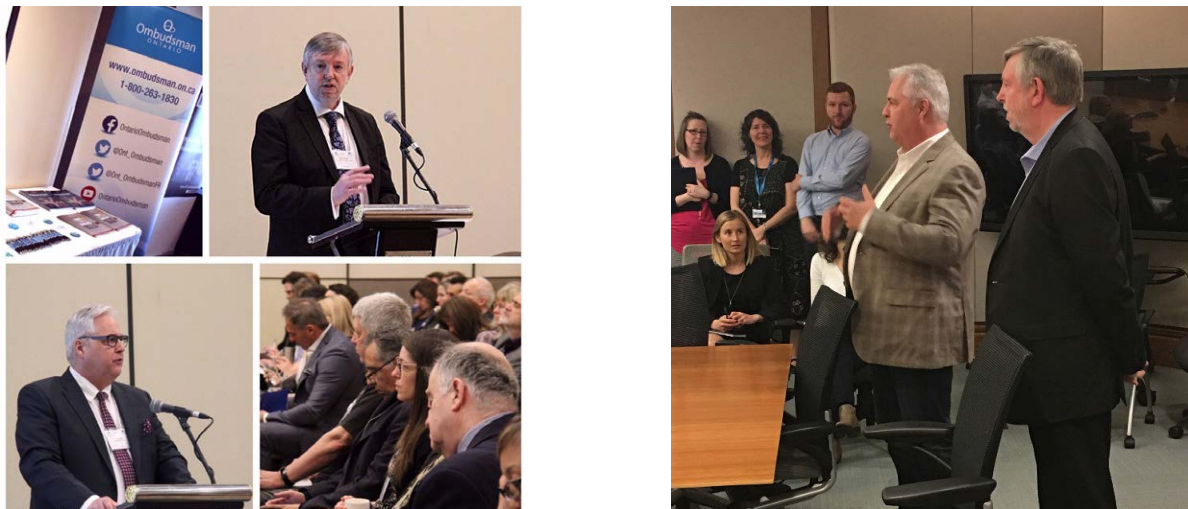
L'enquête examinera la manière dont le Ministère suit les dossiers des conducteurs dont les permis ont été annulés ou suspendus, et dont il communique avec eux à ce sujet, notamment la façon dont il coordonne le processus avec ServiceOntario.

« Nous avons entendu dire que des automobilistes avaient conduit pendant des années sans savoir que leur permis avait été suspendu », a dit M. Dubé. « Quand ils l'ont enfin appris, c'était par le biais de leur compagnie d'assurance ou de la police, et non pas du Ministère – qui les considérait alors comme des conducteurs novices et exigeait qu'ils suivent son programme de délivrance graduelle des permis de conduire, pour obtenir un rétablissement. »

- Ombudsman Paul Dubé



Quiconque a vécu une situation similaire, ou a des renseignements pertinents pour cette enquête, est invité à communiquer avec le Bureau de l'Ombudsman, en remplissant un formulaire de plainte confidentiel à www.ombudsman.on.ca, ou en téléphonant au 1-800-263-1830.



En mai, la [conférence biennale du Forum canadien des ombudsmans](#) a rassemblé des ombudsmen de tout le Canada et d'ailleurs dans le monde. Leur objectif était de discuter de l'importance d'exercer une surveillance indépendante et de responsabiliser les gouvernements et les organismes. L'Ombudsman Paul Dubé s'est adressé aux délégués, disant comment les différents modèles d'ombudsman peuvent influencer sur les changements : « En ce qui concerne les modèles d'ombudsman, nous savons tous que les différents modèles de surveillance comportent des différences de fondations, d'autorités, de mandats, de pouvoirs, de parties prenantes et d'attentes, et donc d'enjeux. Pourtant, l'objectif est le même : améliorer la gouvernance en faisant la promotion de la responsabilisation, de la transparence et

de l'équité, et agir en tant qu'agent de changements positifs. » L'Ombudsman adjointe, Barbara Finlay, a été élue au conseil d'administration du FCO pour un mandat de deux ans.

L'Ombudsman de l'Irlande, Peter Tyndall, qui est président de l'[Institut international de l'Ombudsman](#), a aussi [parlé aux délégués de l'évolution et de l'importance grandissante du rôle de l'ombudsman dans le monde actuel](#). De plus, il a [signé un protocole d'entente avec le FCO](#), reconnaissant que les deux organismes partagent des objectifs similaires, dont le souci de renforcer les fonctions d'ombudsman et de faire des partages d'information et de compétences.

Après la conférence, l'Ombudsman Tyndall a visité le Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario à Toronto, où il a parlé du rôle de l'IIO au personnel et a discuté d'une collaboration pour un projet sur les pratiques exemplaires des enquêtes ouvertes de sa propre initiative.

ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION DE L'OMBUDSMAN

Le 11 mai, l'Ombudsman Paul Dubé a parlé devant une salle pleine lors de la Conférence des municipalités du Nord-Est FONOM/MMA 2017, de la Federation of Northern Ontario Municipalities.



RENCONTRE AU COMPTOIR

Aujourd'hui, l'Ombudsman a publié un rapport sur sa première enquête formelle sur une municipalité. Le rapport, intitulé *Rencontre houleuse*, traite d'une plainte faite par un conseiller du Canton de Red Rock – municipalité de 900 habitants, située dans le nord-ouest de l'Ontario, à quelque 115 km à l'est de Thunder Bay – à propos d'un avis d'interdiction d'entrée émis contre lui avant qu'il ne soit élu. [Lire le rapport ici](#).

ICI, LÀ, PARTOUT

Le personnel de l'Ombudsman a été très occupé en mai, représentant notre Bureau lors de diverses conférences et expositions professionnelles. Voici quelques-uns des faits saillants : nous avons parlé à des délégués lors du [64e Annual Ontario Small Urban Municipalities Conference and Trade Show](#), de la conférence de l'[Ontario Municipal Administrators' Association](#), de la conférence [Caribbean-Canadian Parents Steering Student Success](#), et lors d'une foire communautaire à Dufferin Mall à Toronto.



BIENTÔT PRÈS DE CHEZ VOUS

En juin, l'Ombudsman Dubé s'adressera à l'[Assemblée générale annuelle de l'Association](#) des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario, un avocat fera une présentation à la conférence 2017 de l'[Ontario Association of Committees of Adjustment and Consent Authorities](#), et plus tard au cours du mois l'Ombudsman Paul Dubé prendra la parole à l'[Association des juristes d'expression française de l'Ontario](#).

EXPOSÉ DE CAS

Une femme dont le permis avait été suspendu a payé son amende et a reçu un nouveau permis, mais quand elle a eu un accident de voiture quelques mois plus tard, elle a appris qu'il n'était pas valide. [Voilà comment nous l'avons aidée.](#)

Exposés de cas

ERREUR DE SYSTÈME

Ombudsman
ONTARIO



CARRIÈRES AU BUREAU DE L'OMBUDSMAN

Vous cherchez à faire une carrière stimulante et enrichissante? Nous recrutons des agents de règlement préventif, un agent de communications, un gestionnaire des règlements préventifs et un étudiant stagiaire en droit. [Cliquez ici pour savoir ce que veut dire travailler dans notre Bureau.](#)

NOUVEAU MANDAT – CAS DU SECTEUR PARAPUBLIC

Nous traitons plus de 22 000 plaintes par année – dont la plupart ont trait à des organismes du gouvernement de l'Ontario, mais maintenant nous surveillons aussi les municipalités, les universités et les conseils scolaires.

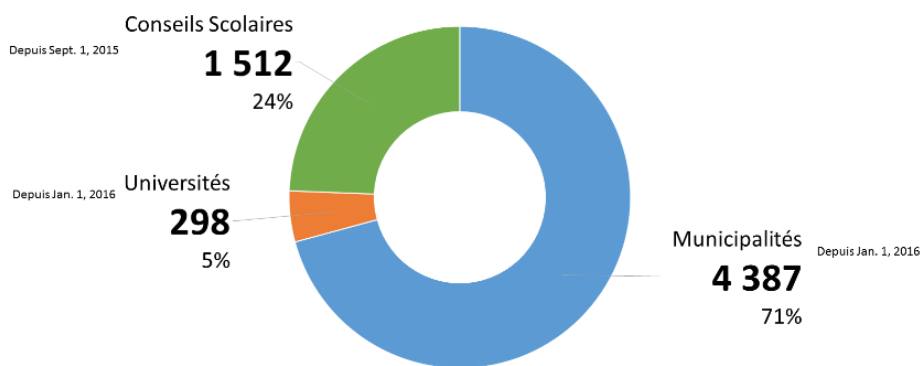
Voici comment ces dernières plaintes se répartissent :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, nous avons traité 4 387 cas de municipalités et 298 cas d'universités. Depuis le 1^{er} septembre 2015, nous avons traité 1 512 cas de conseils scolaires.

[En savoir plus](#)



Plaintes sur le secteur parapublic à date



[Portez plainte en ligne](#)

L’Ombudsman est un officier indépendant de l’Assemblée législative de l’Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités et les conseils scolaires. L’Ombudsman Paul Dubé a commencé son premier mandat quinquennal le 1^{er} avril 2016.

Copyright © 2017 Ombudsman Ontario, All rights reserved.